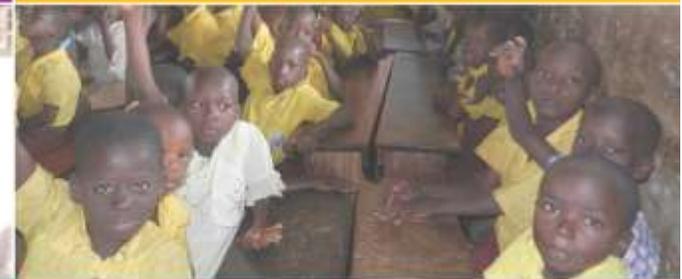


RAPPORT ENSEMBLE 2015-2016





De nombreux changements et événements intéressants ont eu lieu cette année dans le cadre du travail que supervise le Fonds en fiducie de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE). En plus d'avoir adopté un nouveau nom, Programme de coopération internationale et de justice sociale, nous avons mis en place une nouvelle structure qui réunit les services offerts aux partenaires d'outre-mer et les activités d'élaboration des ressources de justice sociale destinées aux enseignantes et enseignants canadiens. Voici certains des faits saillants de l'année qui vient de s'écouler.

Le Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) qui a eu lieu à Ottawa en juillet 2015 a réuni, ici, chez nous, des centaines d'organisations de l'enseignement des quatre coins du monde. Cet événement quadriennal important a permis au personnel de la FCE de rencontrer les partenaires d'outre-mer de la FCE et de discuter avec de nombreuses autres organisations désireuses de nouer des partenariats avec la Fédération. Dans la foulée du Congrès, nous avons donc eu beaucoup de planification à faire et nous avons renouvelé le partenariat avec le Burkina Faso après une interruption de cinq ans.

Le travail de recherche de la FCE sur l'« Action enseignante pour les filles », le projet d'adaptation des écoles aux besoins des deux sexes du Uganda National Teachers' Union (UNATU), a atteint un point culminant cette année. Le projet de l'Action enseignante pour les filles a fait partie des quelque 17 projets sélectionnés à l'échelle mondiale par l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) afin d'exposer les bonnes pratiques en matière d'éducation des filles, y compris ce qui se fait pour mettre fin à la violence sexiste en milieu scolaire. La FCE a appuyé l'UNATU dans cette entreprise dès le début, et l'étude de cas qui découle de ce travail de recherche est terminée. Un résumé du projet et des photos sont affichés sur le site Web de l'UNGEI.

Après avoir siégé pendant 25 ans au Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) passera le flambeau à la FCE dès le début de l'exercice 2016-2017, et cette responsabilité incombera au Programme de coopération internationale et de justice sociale. Je tiens à

remercier l'AEFO de son apport important envers l'atteinte des objectifs du CSFEF et l'avancement de la cause des organisations francophones œuvrant en éducation à l'échelle mondiale durant toutes ces années.

La FCE voit plusieurs avantages à participer directement aux réunions du CSFEF, notamment dans son travail de coopération internationale. Le CSFEF est constitué d'un réseau qui regroupe les syndicats de l'enseignement de la francophonie affiliés à l'IE. Il agit comme porte-parole des organisations francophones membres de l'IE représentant plus d'un million d'enseignantes et enseignants et autres membres de groupes professionnels de l'éducation.

Outre ces projets internationaux, il s'est passé beaucoup de choses ici au pays. Le projet Parler vrai au pouvoir Canada : À la défense des droits de la personne a été lancé en juillet 2015 à l'Assemblée générale annuelle de la FCE, à Ottawa. Nous vivons dans un monde magnifique, dynamique, interdépendant et, parfois, troublé. Bien des personnes, mues par la compassion et la bienveillance, travaillent sans relâche pour faire respecter les droits de la personne et assurer une bonne qualité de vie à tout le monde. L'atteinte de cet objectif passe notamment par la sensibilisation de la population aux droits de la personne et à l'importance de l'empathie, de la pensée critique et de l'action mûrement réfléchie à l'appui des membres de la communauté qui ont besoin d'aide. Parler vrai au pouvoir Canada est conçu pour appuyer l'éducation civique. Grâce au travail des enseignantes et enseignants qui l'utiliseront, il permettra aux élèves d'explorer la question de l'exercice des droits, du niveau local au niveau mondial. La FCE remercie ses partenaires d'avoir contribué à l'élaboration de Parler vrai au pouvoir Canada : le Musée canadien pour les droits de la personne, le centre Robert F. Kennedy Human Rights, l'Inuit Tapiriit Kanatami et l'Assemblée des Premières Nations.

Ces activités, et bien d'autres, ont été rendues possibles grâce aux ressources humaines et financières fournies par les organisations Membres de la FCE. Le Fonds en fiducie continuera de rendre compte de ces activités passionnantes au cours de l'année à venir.

Dianne Woloschuk





L'exercice 2015-2016 a marqué la première année de mise en œuvre du nouveau Programme de coopération internationale et de justice sociale de la FCE. Au cours des 12 derniers mois, les membres de l'équipe ont travaillé à harmoniser les différentes initiatives d'un secteur dont l'action comporte un volet pancanadien et un volet international.

À l'échelle internationale, nous avons pu renouer avec plusieurs partenaires avec qui nous avons dû suspendre nos activités pour diverses raisons. Par exemple, nous avons signé une entente avec le Réseau des femmes de l'ANASE et effectué le travail de terrain qui a permis le retour du Sierra Leone Teachers' Union et de deux syndicats du Burkina Faso comme partenaires du Projet outre-mer (PO) pour l'été 2016.

De nouveaux partenariats ont également été explorés, entre autres à Haïti auprès de deux syndicats nouvellement membres de l'IE : la Fédération nationale des travailleurs en éducation et en culture et l'Union nationale des normaliens/normaliennes et éducateurs/éducatrices d'Haïti. Nous espérons conclure les ententes de partenariat avec ces deux organisations haïtiennes au cours de l'année 2016-2017.

À l'échelle pancanadienne, avec le lancement de Parler vrai au pouvoir Canada, nous avons reçu beaucoup plus d'invitations de nos organisations Membres pour présenter les outils pédagogiques de la FCE sur la justice sociale à divers événements. Nous remercions sincèrement les organisations Membres du soutien qu'elles nous ont donné en contribuant de diverses façons à la promotion de nos outils.

De plus, deux nouveaux cahiers présentant la voix des élèves ont été mis en chantier au cours de l'année, le premier sur le thème de la santé mentale et de la stigmatisation, et l'autre sur la vérité et la réconciliation. Des enseignantes et enseignants de tout le Canada ont contribué à l'élaboration de ces deux outils avec leurs élèves. La publication est prévue pour la rentrée scolaire de 2016.

De nouvelles possibilités de collaboration ont également pris forme cette année à l'échelle pancanadienne. Fairtrade Canada s'est associé à nous dans le cadre du programme Imagineaction, et l'Office national du film s'est engagé à répertorier les ressources qu'il possède et qui traitent des thèmes de justice sociale abordés dans Parler vrai au pouvoir Canada. Grâce à cette collaboration, les enseignantes et enseignants du Canada auront une panoplie de ressources audiovisuelles à leur disposition pour appuyer le cheminement de leurs élèves vers un plus grand engagement social. Nous tenons aussi à souligner les divers apports de nos partenaires à l'élaboration de Parler vrai au pouvoir Canada.

Les initiatives mentionnées précédemment ne représentent que quelques éléments saillants du travail effectué cette année. Dans les pages qui suivent, vous pourrez vous familiariser avec d'autres projets sur lesquels l'équipe a travaillé et qui témoignent d'une année bien remplie!

Brigitte Bergeron

C'est avec un sentiment de satisfaction du travail accompli que les membres de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la FCE terminent l'année. En tant que directrice, je considère que l'équipe a su relever haut la main les défis que comporte un changement de structure et je suis fière de l'ouverture et de la flexibilité dont ont fait preuve chacun et chacune des membres de l'équipe. Je les remercie également d'avoir démontré un engagement sincère envers le travail que nous devons accomplir collectivement. Maintenant que nous avons établi les nouvelles bases de notre modèle de fonctionnement, c'est avec confiance que toute l'équipe commence l'année 2016-2017!



Projet outre-mer de 2015 — Ghana

ACTION ENSEIGNANTE POUR L'APPRENTISSAGE

Aussi appelé Action enseignante pour l'apprentissage, le Programme international de la FCE combine les pratiques les plus prometteuses du perfectionnement professionnel en enseignement et de la coopération au développement international. Il s'appuie sur des partenariats avec des organisations nationales de l'enseignement du monde entier qui ont à cœur de soutenir les professionnels que sont leurs enseignants et enseignantes et de faire progresser les efforts vers une éducation publique, inclusive et de qualité pour tous et toutes. Aux organisations Membres de la FCE, qui représentent notre principale source de financement, s'ajoutent les appuis d'autres organisations aux préoccupations convergentes ainsi que des dons personnels. Le travail est coordonné avec d'autres organisations de l'enseignement actives dans le milieu de la coopération au développement de l'IE. Les enseignantes et enseignants canadiens et leurs organisations Membres de la FCE apportent une aide bénévole extrêmement précieuse et collaborent chaque année à la planification et à l'animation de nombreux ateliers et séances de formation en cours d'emploi et autres initiatives avec des organisations partenaires de la FCE en Afrique, en Asie et aux Caraïbes.

Le Programme international de la FCE, l'Action enseignante pour l'apprentissage, comporte trois secteurs d'activités qui visent à faire avancer l'Action enseignante pour l'enseignement (AEE), l'Action enseignante pour l'égalité entre les sexes (AEES) et l'Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement (AEOE). Les activités de ces secteurs sont menées dans le cadre du PO et du travail complémentaire qu'accomplissent les organisations d'outre-mer partenaires de la FCE.

Le tableau ci-dessous donne la liste des partenaires d'outre-mer de la FCE et des secteurs d'activités dans lesquels nous les appuyons :

Tableau A : SOUTIEN DE LA FCE AUX PROJETS DES PARTENAIRES D'OUTRE-MER

Action enseignante pour l'apprentissage	PARTENAIRES D'OUTRE-MER																		
	AIPTF	RAFED	RF-ANASE	BUT	DAT	RFALIE	FESEN	GNAT	GTU	CNEH	NTAL	CPAE	ACRAS	SKTU	SLTU ¹	SVGTU	SLTU ²	TTUTA	UNATU
AEE																			
AEES																			
AEOE																			

All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)
Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)
Réseau des femmes de l'ANASE (RF-ANASE)
Barbados Union of Teachers (BUT)
Dominica Association of Teachers (DAT)
Réseau des femmes de l'Amérique latine de l'IE (RFALIE)

Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale du Togo (FESEN)
Ghana National Association of Teachers (GNAT)
Guyana Teachers' Union (GTU)
Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)
National Teachers' Association of Liberia (NTAL)
Centre panafricain des enseignants (CPAE)

Association pour la coopération régionale de l'Asie du Sud (ACRAS)
St. Kitts Teachers' Union (SKTU)
St. Lucia Teachers' Union (SLTU¹)
St. Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVGTU)
Sierra Leone Teachers' Union (SLTU²)
Trinidad & Tobago Union of Teachers (TTUTA)
Uganda National Teachers' Union (UNATU)

LE FONDS EN FIDUCIE DE LA FCE

L'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la FCE est responsable de l'Action enseignante pour l'apprentissage (le programme international) et d'Imagineaction (le programme de justice sociale). Le budget du Fonds en fiducie est structuré de manière à ce qu'il couvre toutes les activités du Programme. Il reflète les pratiques en vigueur, et sa présentation est comparable à celle du budget de la FCE. Les fidéicommissaires se réunissent quatre fois par an afin de recevoir les rapports et comptes rendus, de donner une orientation aux activités et de prendre des décisions concernant les dépenses budgétaires.

Fidéicommissaires du Fonds en fiducie de la FCE

Dianne Woloschuk, présidente sortante de la FCE (FES)
Heather Smith, présidente de la FCE (NBTA)
Norm Gould, vice-président de la FCE (MTS)
Shelley Morse, NSTU
Gayla Meredith, NWTTA
James Ryan, OECTA

ORGANISATIONS MEMBRES

Grâce au généreux appui financier des organisations Membres de la FCE, le programme de l'Action enseignante pour l'apprentissage appartient entièrement aux enseignantes et enseignants. Ainsi, les membres du personnel enseignant sont vus comme des agentes et agents du changement qui sont au cœur du processus d'apprentissage. Ce point de vue rend le rôle de la FCE dans le domaine de la coopération au développement à la fois unique et extrêmement efficace. L'Action enseignante pour l'apprentissage renforce aussi les efforts que déploient les organisations Membres pour lutter contre la commercialisation et la privatisation de l'éducation dans les régions du monde les plus vulnérables aux intérêts privés.

La générosité des organisations Membres de la FCE se manifeste également d'autres manières. En plus des bénévoles du PO, les organisations Membres des quatre coins du pays offrent les services de personnes-ressources ayant de l'expertise dans divers domaines, ce qui assure la continuité des activités toute l'année. Le tableau ci-dessous donne la liste des personnes-ressources de 2015-2016, leurs organisations respectives et le ou les secteurs d'activités auxquels elles se sont consacrées.

ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ENSEIGNEMENT

Projet outre-mer

En 2015, le PO a encore remporté un franc succès. Cinquante-sept enseignantes et enseignants (le plus grand nombre d'aussi loin qu'on s'en souvienne) de 15 organisations Membres ont animé des séances de perfectionnement professionnel en collaboration avec des collègues dans le cadre de 13 projets menés dans 11 pays. Des centaines de membres du personnel enseignant et des milliers d'élèves en ont bénéficié; les organisations d'outre-mer partenaires de la FCE ont aussi progressé dans la réalisation de leurs objectifs à long terme. Globalement, le PO a contribué à mettre en place des services professionnels durables pour le personnel enseignant et les directions d'école. Bref, cette année encore, nous avons vu une splendide démonstration de tout le pouvoir de l'« action enseignante pour l'enseignement ».

Tous les ans, le PO a des défis à relever et, malgré son succès retentissant, l'édition de 2015 n'a pas fait exception à la règle. En Ouganda, une bénévole canadienne s'est fait voler son sac à main par un motocycliste. Dans les Caraïbes, une autre a glissé dans la douche, subissant des lacérations au dos à cause de la porte en verre qui a volé en éclats, et un grave cas de piqûres d'insectes a nécessité une consultation médicale. La FCE a de plus été forcée d'annuler le projet en Sierra Leone en raison de la crise d'Ebola (de l'information sur d'autres formes d'aide se trouve un peu plus loin).

Bien que regrettables, ces situations ont été éclipsées par l'immense succès et la grande diversité des projets. Par exemple, des activités sur les améliorations à l'échelle de l'école ont été menées avec des groupes d'écoles. Dans un pays des Caraïbes, jusqu'au quart des enseignantes et enseignants se sont déplacés pour participer à des ateliers sur les diverses méthodes d'apprentissage actif centrées sur l'enfant. Et dans tous les cas, les sujets étaient très variés, allant de la littérature à la numératie en passant par l'éducation physique et les arts. Des ateliers sur la santé et l'égalité entre les sexes ont aussi été offerts dans tous les programmes.

Les enseignantes et enseignants canadiens sont unanimes : ils apprennent plus qu'ils n'enseignent pendant leur expérience du PO. Les occasions de réseautage et d'apprentissage entre les collègues d'outre-mer et les 57 Canadiennes et Canadiens ont été nombreuses. Les compétences interculturelles, les techniques de prévention des catastrophes et de résolution de conflits et une foule d'autres sujets ont été traités lors du stage d'orientation qui a eu lieu en vue des affectations outre-mer. Au moment du départ, les équipes étaient déterminées à faire de leur projet une réussite, et elles avaient bon espoir d'y parvenir.

La séance de compte rendu des chefs d'équipe, en septembre, a permis de confirmer que l'expérience a satisfait ou dépassé les attentes. Elle a également été l'occasion de discuter de l'avenir et de se pencher sur des changements à apporter au cycle de préparation. En conséquence, le PO de 2016 mettra en œuvre bon nombre de ces suggestions, question de s'adapter à des besoins changeants dans un monde en évolution.

Tableau B : Personnes-ressources des organisations Membres

Personne-ressource		Organisation Membre	Action enseignante pour l'apprentissage Secteur d'activités
AEE		Action enseignante pour l'enseignement	
AEES		Action enseignante pour l'égalité entre les sexes	
AEOE		Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement	
Simone Désilets	ATA	AEE AEES	
Gwen Dueck	FES	AEE	
Ian Krips	FES	AEE	
Nancy Kerr	MTS	AEOE	
Carla Pieteron	FEEO	AEE AEES	
Diane Lawler	FEEO	AEES	
Nathalie Ladouceur	AEFO	AEE	
Burris Devanney	NSTU	AEE AEOE	
Beverly Park	NLTA	AEES AEOE	
Pays de destination			
Burkina Faso Ghana	Haïti Inde	Sierra Leone Togo	Ouganda Nations Unies (New York)

AUTRES PROJETS

Bien que le PO soit le plus important volet de ce secteur d'activités, d'autres projets sont menés par des partenaires de la FCE au titre de l'Action enseignante pour l'enseignement pendant l'année. Il peut s'agir, par exemple, de programmes d'amélioration des compétences en mentorat, de programmes d'aide aux directions d'école en matière de leadership pédagogique ou de projets qui mettent à contribution des animateurs ou animatrices formés par la FCE pour offrir des ateliers ou d'autres services de perfectionnement professionnel au personnel enseignant. (Voir le tableau B pour la liste des partenaires de l'Action enseignante pour l'enseignement.)

ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Tous les programmes du PO et certains autres projets parrainés par la FCE prévoient des séances sur l'égalité entre les sexes. L'Action enseignante pour l'égalité entre les sexes prend diverses formes, par exemple des bourses pour les femmes, du soutien aux réseaux de femmes, des projets sur le leadership féminin, des projets d'adaptation des écoles aux besoins des filles et des activités visant à contrer la violence sexiste en milieu scolaire. (Voir le tableau A pour la liste des partenaires de l'Action enseignante pour l'égalité entre les sexes.)

ACTION ENSEIGNANTE À L'APPUI DES ORGANISATIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Bien que le PO serve à renforcer les capacités des organisations de l'enseignement et que la gestion de projet fasse aussi partie de l'Action enseignante pour l'enseignement et de l'Action enseignante pour l'égalité entre les sexes, la FCE appuie des activités conçues précisément pour renforcer les capacités de ses partenaires d'outre-mer ou leur fournir un soutien organisationnel. Ce soutien prend de nombreuses formes, par exemple le Programme de bourses John Thompson, l'aide offerte par l'intermédiaire des consortiums de l'IE et des activités de formation sur divers sujets comme la recherche, la collecte de données, le lobbying et l'action politique. (Voir le tableau A pour la liste des partenaires de l'Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement.)

Pays Organisations nationales de l'enseignement

Barbade	Barbados Union of Teachers (BUT)
Dominique	Dominica Association of Teachers (DAT)
Ghana	Ghana National Association of Teachers (GNAT)
Guyana	Guyana Teachers' Union (GTU)
Haïti	Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)
Saint-Kitts	St. Kitts Teachers' Union (SKTU)
Sainte-Lucie	St. Lucia Teachers' Union (SLTU) ¹
Saint-Vincent	St. Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVG TU)
Sierra Leone	Sierra Leone Teachers' Union (SLTU) ²
Togo	Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN)
Trinité-et-Tobago	Trinidad & Tobago Unified Teachers' Association (TTUTA)
Ouganda	Uganda National Teachers' Union (UNATU)

Partenaires régionaux

Internationale de l'Éducation (IE)
Centre panafricain des enseignants (CPAE)

Réseaux des femmes

Association pour la coopération régionale de l'Asie du Sud (ACRAS)
Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)
Réseau des femmes de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] (RF-ANASE)
Réseau des femmes de l'Amérique latine de l'IE (RFALIE)

Organisations Membres de la FCE

Association des enseignantes et des enseignants du Yukon (AEY)
Association des enseignants du Nunavut (AEN)
Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)
Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)
Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan (FES)
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)
New Brunswick Teachers' Association (NBTA)
Newfoundland and Labrador Teachers' Association (NLTA)
Northwest Territories Teachers' Association (NWT TA)
Nova Scotia Teachers Union (NSTU)
Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)
Prince Edward Island Teachers' Federation (PEITF)
The Alberta Teachers' Association (ATA)
The Manitoba Teachers' Society (MTS)

Membre affilié

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO)

Membre associé

Syndicat des enseignantes et enseignants du programme francophone de la Colombie-Britannique (SEPF)

La Caisse d'aide internationale de la FCE a été établie pour soulager les populations en cas de catastrophe ou de détresse, et fournir une aide matérielle aux partenaires d'outre-mer. Elle est gérée par le Fonds en fiducie, l'organisme de bienfaisance de la FCE.

LA TEMPÊTE TROPICALE ERIKA

La tempête tropicale Erika, qui a frappé la Dominique, une île des Caraïbes, le 29 août 2015, a fait reculer le pays de 20 ans. Neuf communautés ont été déclarées « zones sinistrées ». La Dominica Association of Teachers (DAT), l'une des organisations partenaires du PO de la FCE, a envoyé des informations alarmantes au sujet des répercussions dévastatrices de la tempête sur le système d'éducation. Quatorze écoles de l'île ont été partiellement ou entièrement détruites. D'autres se sont trouvées isolées en raison de la destruction des infrastructures routières ou ont servi de refuges aux personnes qui avaient perdu leur maison.

Le soutien que la Caisse d'aide internationale de la FCE a fourni à la DAT a permis à celle-ci d'offrir des séances de guérison aux enseignantes et enseignants touchés par la tempête. Quatre conseillères et conseillers ont animé des séances de groupe dans 17 écoles de tous les districts scolaires de la Dominique. La DAT a fait savoir qu'un total de 170 enseignantes et enseignants avaient bénéficié de ces séances, qui ont été fort bien reçues par tout le monde. Le contenu, choisi en fonction des besoins, était varié. Au nombre des sujets traités figuraient les suivants : les stratégies d'adaptation; les soins personnels et la gestion du stress post-traumatique; les effets du traumatisme sur les adultes et les enfants; le chagrin, la séparation et la perte.



La présidente de la DAT attache du matériel de secours à une plate-forme qui sera envoyée à l'école Delices par tyrolienne.



Enseignantes et enseignants de Soufrière en profonde réflexion.



La présidente de la DAT, Celia Nicholas, et la conseillère Jo-Anne Rolle Carrette suspendues à une tyrolienne au-dessus d'une gorge de 50 m de profondeur.

EBOLA

Tout au long de la crise d'Ebola, les organisations Membres de la FCE et de nombreuses personnes ont contribué à un fonds qui a permis à la FCE d'offrir un soutien financier à des organisations situées dans les pays affectés par Ebola et désireuses d'aider leurs membres et de travailler en collaboration avec le gouvernement et les ONG. Ce soutien s'est poursuivi en 2015-2016. Ebola a maintenant nettement faibli et les pays touchés ont été déclarés exempts d'Ebola, mais le soutien de la FCE continue. En Sierra Leone, des animatrices et animateurs d'ateliers de perfectionnement professionnel formés par la FCE ont offert à des enseignantes et enseignants venant de groupes d'écoles des ateliers sur les sujets suivants :

- les protocoles gouvernementaux pour assurer la sécurité des écoles après Ebola;
- les stratégies de prévention et de gestion d'une écloison d'Ebola à l'école;
- les moyens de gérer sainement le stress chez les élèves et les collègues;
- les stratégies de mobilisation des élèves pour qu'ils jouent un rôle actif dans la résolution des problèmes liés à Ebola, qui ont une incidence sur leur vie à l'école et dans la communauté.

FONDS D'IMAGINEACTION

Le Fonds d'Imagineaction sert à financer un certain nombre de ressources et de services offerts dans le domaine de l'éducation et de la justice sociale. L'année qui vient de s'écouler a vu le nombre de ressources et de services offerts aux organisations Membres de la FCE, au personnel enseignant et aux élèves augmenter considérablement.

PROGRAMME IMAGINEACTION

La FCE a la conviction qu'un système d'éducation publique solide, financé par l'État et fondé sur les principes de l'universalité, de l'équité, de l'adaptabilité et de la responsabilité est essentiel pour soutenir et promouvoir une société démocratique qui œuvre pour le bien de tous et toutes. Cette conviction s'accompagne d'une volonté de défendre la cause de la justice sociale. Alors que la FCE continue de militer en faveur de questions importantes et pertinentes pour les enseignantes et enseignants du pays, ses programmes de justice sociale s'adressent précisément au personnel enseignant et constituent un complément aux 16 programmes d'études du pays. Les programmes de justice sociale pancanadiens de la FCE sont conçus pour enrichir l'expérience des élèves en salle de classe en favorisant la pensée critique qui mène à l'action sociale, dans le but d'éveiller un intérêt et une passion à l'égard de l'équité et de l'équilibre entre les citoyennes et citoyens.

Lancé en septembre 2010, le programme Imagineaction compte aujourd'hui 2 225 enseignantes et enseignants inscrits. Ces personnes ont accès aux ressources du programme ainsi qu'à de petites subventions pour mener des projets sur des questions de justice sociale touchant l'école et la communauté locale. En six ans à peine, Imagineaction a financé 470 projets dans l'ensemble des provinces et territoires, dans des classes de langue française, des classes de langue anglaise et des classes autochtones, mettant à contribution quelque 160 000 élèves. Les projets d'action sociale de cette année ont porté sur différents sujets comme la pauvreté, le commerce équitable et les droits de la personne. L'an prochain, deux cahiers de discussion présentant la voix des élèves, l'un sur la santé mentale et la stigmatisation, et l'autre sur la vérité et la réconciliation, seront mis à la disposition des enseignantes et enseignants qui pourront s'en inspirer pour mener des projets (pour lesquels il sera possible de demander une subvention). En reproduisant dans leurs mots les réflexions des élèves, ces cahiers témoignent de la fraîcheur et de la sincérité avec lesquelles ceux-ci explorent de grandes questions sociales très complexes. Actuellement en cours d'élaboration, ces cahiers doivent paraître en septembre 2016.

PARLER VRAI AU POUVOIR CANADA

Le projet Parler vrai au pouvoir Canada, lancé en juillet 2015, a été mené par la FCE en partenariat avec le Musée canadien pour les droits de la personne, le centre Robert F. Kennedy Human Rights, l'Assemblée des Premières Nations et l'Inuit Tapiriit Kanatami.

Parler vrai au pouvoir Canada est un **outil pédagogique** pluridimensionnel ciblant principalement les **élèves de la 5^e à la 12^e année** et dont le **contenu peut facilement être adapté** aux élèves plus jeunes. Cet outil met en valeur les expériences de 12 Canadiennes et Canadiens qui consacrent leur vie à la défense des droits de la personne. Les questions abordées vont des crimes contre l'humanité à la défense des droits des enfants en passant par l'autodétermination des Autochtones et la participation citoyenne.

Parler vrai au pouvoir Canada part du principe que, lorsqu'on parle « vrai » en s'appuyant sur un apprentissage solide, la vérité a du pouvoir, et que les personnes bien informées ont l'obligation de parler vrai aux personnes au pouvoir. C'est dans cet esprit que les enseignants et enseignantes, et les élèves utilisent cet outil comme un tremplin pour mieux comprendre les questions liées aux droits de la personne à l'échelle locale, nationale et internationale, et pour explorer ce sujet d'intérêt tout en développant leurs capacités sur les plans cognitif, social et personnel. Les **12 défenseurs et défenseuses des droits de la personne** de Parler vrai au pouvoir Canada sont des personnes de diverses origines et de tous âges, provenant de divers milieux et exerçant différentes professions. Parfois, elles sont bien connues du grand public, d'autres fois, elles ne le sont pas du tout, mais chose certaine, elles ont toutes accompli de grandes choses!

Les **entrevues** menées auprès des défenseurs et défenseuses, les **biographies** et les **plans de leçon** de Parler vrai au pouvoir Canada aident les élèves à comprendre non seulement que les droits de la personne font partie intégrante de l'État de droit et s'appliquent donc dans toutes les collectivités, mais aussi qu'ils sont la responsabilité personnelle de chaque citoyen et citoyenne. Non seulement les élèves se familiariseront avec le travail des 12 personnes d'exception mises en valeur dans l'outil, mais ils seront également appelés à **prendre position** face à diverses questions relatives aux droits de la personne, à s'engager et à **passer à l'action** dans leur classe, leur école ou leur communauté.

Les programmes d'études de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada prévoient l'enseignement des droits de la personne tels qu'ils sont définis dans le droit canadien et international. Il est facile d'intégrer des leçons de Parler vrai au pouvoir Canada à d'autres matières comme **la langue, la santé, les sciences sociales** et **les arts**.



PRIX NORM GOBLE

Le Prix Norm Goble, créé en 2014, est remis chaque année à une organisation partenaire du Programme international de la FCE en vue de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants (JME). Le Prix comprend une subvention de 1 000 \$ CA, remise à l'organisation lauréate afin qu'elle puisse mener les activités qu'elle propose pour la JME. Cette année, sept organisations partenaires ont présenté leur candidature au Prix Norm Goble.

La FCE reçoit chaque année d'excellentes propositions de la part de ses organisations partenaires. Afin de récompenser un plus grand nombre d'organisations, les fidéicommissaires ont approuvé la création de deux mentions honorables à offrir chaque année, en plus du Prix. Ces mentions s'accompagnent chacune d'une bourse de 500 \$ CA pour les organisations lauréates.

Le Prix de 2015 a été remis à la Grenada Union of Teachers, et les mentions honorables ont été décernées à la Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale du Togo (FESEN) et à la National Teachers' Association of Liberia (NTAL).



PRIX DE RECONNAISSANCE DES BÉNÉVOLES

L'engagement des organisations Membres est un élément clé du Programme international de la FCE. Sans l'extraordinaire contribution des nombreux bénévoles des organisations Membres, beaucoup de nos programmes ne seraient simplement pas possibles. Le Prix de reconnaissance des bénévoles est remis chaque année à une personne qui a fait avancer un ou plusieurs projets internationaux de la FCE en participant, sur une période de quelques années, au PO ou à d'autres projets à l'étranger. Le lauréat ou la lauréate du Prix de reconnaissance des bénévoles est une personne qui fait preuve d'un excellent leadership, d'une grande créativité et d'une capacité décisionnelle exceptionnelle.

Cette année, le Prix est décerné à Simone Désilets, membre de l'Alberta Teachers' Association. Simone est une bénévole active et exemplaire du Programme international de la FCE. Elle a déjà beaucoup contribué à la coopération au développement et elle est un modèle pour de nombreux bénévoles de la FCE.



Simone Désilets a participé pour la première fois au PO en 2012 en tant que membre de l'équipe qui s'est rendue en Ouganda. Elle est retournée dans ce pays comme chef d'équipe en 2013, année où le programme a été grandement modifié. Grâce à la perspicacité et à l'esprit pratique de Simone, le programme a pu être mis en œuvre conformément aux meilleures pratiques de coopération au développement et de perfectionnement professionnel.

En 2014, Simone s'est rendue en Afrique francophone plutôt qu'en Afrique anglophone pour diriger l'équipe du PO au Togo. Encore une fois, elle est arrivée en période de grands changements, cette fois au sein de la direction de l'organisation de l'enseignement, et sa perspicacité, jumelée à une excellente aptitude à communiquer, lui ont permis de faire avancer le travail.

À la fin d'avril 2015, Simone a généreusement accepté de se rendre au Togo à titre bénévole pour travailler avec les cadres de la FESEN afin d'élaborer un plan à long terme visant à renforcer la capacité de l'organisation à servir ses membres, et de régler des détails relatifs au programme de formation en poste de juillet 2015 offert dans le cadre du PO.

Fonds en fiducie de la FCE

Programme international — États des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars,

	2015				2014
	Programme international	Caisse d'aide internationale	Fonds de la Fondation de la famille J. W. McConnell	Total	Total
Produits					
Cotisations					
Organisations Membres de la FCE	665 707 \$	- \$	- \$	665 707 \$	642 345 \$
Autres	29 181	73 500	21 654	124 355	14 541
Produits financiers	32 620	964	478	34 062	31 106
Valeur des services bénévoles	857 616	-	-	857 616	766 547
Autres	327	-	-	327	9 764
Programme	-	-	2 130	2 130	13 968
Total — Produits	1 585 451	74 464	24 262	1 684 177	1 478 271
Charges					
Coûts directs des programmes					
Projet outre-mer	518 643	-	-	518 643	519 893
Action enseignante pour l'apprentissage	174 388	-	-	174 388	127 345
Autres programmes	-	73 500	24 262	97 762	25 503
Autres charges					
Services de direction et Communication	22 349	-	-	22 349	32 374
Frais généraux administratifs	41 679	-	-	41 679	37 373 362
Valeur des services bénévoles	857 616	-	-	857 616	766 547
Total — Charges	1 614 675	73 500	24 262	1 712 437 \$	1 509 024
Excédent (déficit) de l'exercice	(29 224) \$	964 \$	- \$	(28 260) \$	(30 753) \$

Pour obtenir plus d'information, voir les états financiers audités du Fonds en fiducie de la FCE et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2015.

Le Fonds en fiducie de la FCE a été établi par la Fédération pour permettre à la profession enseignante du Canada de réaliser des projets dans le domaine de l'éducation. Le Fonds en fiducie est un organisme de bienfaisance enregistré, exempt d'impôt sur le revenu. Pour offrir ses services, il dépend principalement des contributions financières des organisations Membres de la FCE, mais il reçoit aussi des contributions en nature de la FCE et l'appui de bénévoles.

Les produits et les charges du Fonds du Programme international sont liés au PO et au volet de l'Action enseignante pour l'apprentissage.

La Caisse d'aide internationale sert à répondre aux demandes d'organisations nationales et internationales reconnues afin de soulager les populations en cas de catastrophe ou de détresse, et de fournir une aide matérielle.

Le Fonds de la Fondation de la famille J. W. McConnell se compose de sommes reçues pour le programme Imagineaction. Ce programme permet d'établir des liens entre les programmes d'études et des projets communautaires axés sur la transformation. C'est un espace qui donne aux enseignantes et enseignants de la maternelle à la 12^e année la possibilité de mener, avec leurs élèves, des projets d'action sociale école-communauté sur des thèmes précis : se lier, s'engager, se développer, diriger, vivre et compatir. Le programme Imagineaction favorise le développement de la pensée critique et créative, et prépare les élèves à être des citoyennes et citoyens actifs et responsables dans une démocratie, et à relever les grands défis sociétaux qui les attendent. Par l'intermédiaire de la FCE, le Fonds en fiducie joue le rôle d'organisation hôte et de secrétariat du programme. Depuis le 31 mars 2015, à la suite d'une motion adoptée par les fidéicommissaires du Fonds en fiducie de la FCE à l'effet de renommer le fonds, le fonds porte le nom de Fonds d'Imagineaction.